

# Une réforme inévitable: la TVA Sociale:

## La CR pionnière et innovante

### La meilleure protection sociale au monde.

Notre système de protection sociale est un des plus performants au monde, mais est sans doute aussi un des plus complexes et des plus coûteux.

Le nombre impressionnant de régimes spécifiques, leur interconnectivité souvent obscure et difficile alourdit les frais de gestion d'une manière considérable.

Le déficit gigantesque et permanent du système est bien connu, mais les frais de fonctionnement et de gestion ne sont jamais mis en avant pour l'expliquer.

La disparité des couvertures sociales des différents régimes et même à l'intérieur d'un même régime engendre des situations intolérables.

En effet, pour bénéficier de la couverture maladie, un non salarié doit cotiser pour un minimum de 800 heures par an alors que 480 heures suffisent pour un salarié.

D'autre part, contrairement à un salarié, un non salarié peut être dans l'obligation de payer une cotisation de solidarité, même s'il n'a pas de revenu.

De plus, la MSA, ainsi que d'autres régimes de travailleurs indépendants se trouve placée devant l'insoluble problème de la diminution des actifs et de l'augmentation exponentielle des retraités.

Le régime de compensation démographique ne pourra tenir bien longtemps, car les élus se désintéresseront de la minorité numérique que les agriculteurs représentent dans la population.

### Une nécessaire réforme.

La différence des prélèvements sociaux et fiscaux entrent pour une part majeure dans les coûts de production.

La fixité des charges, avec un prélèvement presque exclusivement centré sur le travail est un problème beaucoup plus aigu en France que dans d'autres pays..

Nous avons donc une sur-taxation du travail extrêmement importante qui incite, pour rester compétitifs, à économiser le travail et par conséquence créer des chômeurs qui augmentent notre besoin de financement social et le cycle infernal s'emballe.

Comme les citoyens sont naturellement incités à acheter les produits les moins chers, ils se tournent vers les produits d'importation, qui ne supportent pas notre coût social.

Relativement aux inconvénients précités, il est urgent de mettre en place un système de prélèvement simple, **socialement équitable et juridiquement recevable** pour améliorer la compétitivité de nos produits face à la concurrence internationale.

Depuis plusieurs années déjà, la Coordination Rurale a proposé de remplacer les prélèvements sociaux par des points complémentaires de TVA, dénommés par souci de clarté « TVA sociale ».

### Le mécanisme de la TVA sociale

Il s'agit de transférer et remplacer les cotisations sociales et éventuellement la CSG par un relèvement du taux de la TVA, pour lequel un certain nombre de points serait affecté au financement des prestations sociales.

**Cette mesure serait indolore, car les salaires se trouveraient augmentés du montant des retenues actuelles, et les prix de revient des produits diminués du montant des charges patronales.**

1 Coût de l'employé			
Salaire Net	82		
Charges salariales	18		
Salaire brut	100		
Charges patronales	45		
Coût total	145		
Calcul au niveau national			
Entreprise		Collectivité Flux des cotisations	Entreprise + collectivité
Salaire Net	82		82
Charges salariales	18	-18	0
Salaire Brut	100		
Charges patronales	45	-45	0
Coût total	145	-63	82

2 Coût de la machine substituable à l'employé			
Coût au niveau de l'entreprise			
Prix de la machine	120		
Coût total	120		
Calcul au niveau national			
Entreprise		Collectivité	Entreprise + collectivité
Prix de la machine	120	coût chômage	120
Salaire Brut		57% du salaire brut	
		57	57
Coût total	120	57	177
Bilan (tableau 2- tableau 1)			
		Perte cotis +chômage 63+57	
	-25	120	95

Avec de telles hypothèses, l'entreprise est amenée à choisir de remplacer un salarié par une machine. Si la suppression d'un emploi entraîne une économie de 25 pour l'entreprise, elle génère pour la collectivité (qui ne reçoit plus les 63 de cotisations et doit déboursier 57 de chômage), un coût social de 120 au total. Le bilan fait ressortir un surcoût global de 95

Voir page 4 bilan export import

Les produits issus d'un fort taux de main d'œuvre s'en trouveraient avantagés par rapport aux produits ne faisant appel qu'au machinisme ou à la technologie, ce qui aurait une incidence favorable sur l'emploi.

Toutefois, les faibles revenus (RMI, retraités) qui ne cotisent pas actuellement devraient être revalorisés pour ne pas être pénalisés.

Comme la TVA n'est pas un impôt direct sur les facteurs de production, ce n'est pas une charge fixe et n'est pas une incitation à dés-emboucher en cas de conjoncture défavorable.

*Ce n'est pas un impôt fixe, c'est une charge variable qui au lieu d'amplifier les chocs économiques conjoncturels comme les cotisations sociales, les amortit et rend le travail moins sensible la conjoncture.*

La TVA sociale supprime une forte dés-incitation à l'embauche, puisqu'elle ne porte plus exclusivement sur le travail, mais se répartit sur l'ensemble des revenus.

Elle traite de la même manière les importations et la production nationale.

Elle permet de remédier au danger du conflit d'intérêt entre le consommateur français et le salarié d'une entreprise française, qui sont souvent la même personne :

Les prix bas profitent au consommateur, mais rabotent son salaire, et très vite, ayant perdu son travail, il n'a plus les moyens d'acheter, même à bas prix.

Le fait que la TVA taxe les importations et qu'elle est déductible à l'exportation, constitue un formidable régulateur de compétitivité et n'est nullement discriminatoire.

### Une énorme simplification

Face à la multiplicité des régimes, au maquis inextricable de leurs interconnexions (il suffit de constater la

### TVA sociale suite de la page 3

complexité des profils de carrière), le nombre impressionnant de retenues diverses sur les feuilles de paie, pour comprendre que la TVA sociale ne demande aucun investissement supplémentaire pour la collecte et une seule ligne sur le formulaire de déclaration.

Cette simplification représenterait une énorme économie sur le budget de la gestion de la couverture sociale, et participerait à réduire le déficit actuel.

Certes, cela nécessiterait le reclassement de nombreux salariés de ce secteur mais il est toujours préférable d'agir avant la faillite complète, qui sur les bases actuelles est inéluctable.

### La CR pionnière et pragmatique

Le financement de la solidarité (maladie, retraite ...) au travers de la consommation n'est pas une mesure de circonstance : en effet, le prélèvement fiscal sur la consommation est beaucoup plus orthodoxe économiquement par rapport à la nature même de la protection sociale : on n'est pas malade parce que l'on est au travail (sauf dans le cas des maladies professionnelles) : donc pourquoi taxer le travail ? Par contre, **financer la solidarité par la TVA revient à un partage de la consommation : on finance la " consommation " de biens médicaux (consultations, médicaments ...) en arbitrant avec d'autres consommations. Il n'y a aucune raison de financer ce choix au détriment de l'emploi en surtaxant le coût du travail.**

**De la même manière, il est illusoire de penser que l'on pourra financer un jour des retraites décentes alors que les politiques agricoles ont généré un exode rural irréversible et totalement déséquilibré le rapport entre les actifs et les inactifs.**

La compétition internationale dans laquelle se situe notre pays conforte l'analyse précédente : **aujourd'hui, le consommateur français est incité à acheter un produit étranger qui ne comporte pas les coûts de financements de la solidarité** (ou en tout état de cause beaucoup moins selon la situation sociale du pays exportateur) **tandis que s'il achète un produit français, il alimente les caisses de retraite et de maladie. Symétriquement, nous ne vendons nos produits à l'étranger que si nos clients consentent à payer un surcoût correspondant au financement de nos régimes de solidarité. N'y a t'il pas là un raccourci saisissant des incohérences de la mondialisation actuelle**, pourtant tellement célébrée, avec son cortège de vagues successives de délocalisations vers des pays où le coût de la main d'œuvre (on ne parle alors même plus de protection sociale) est toujours plus faible.

On peut aussi noter que le problème des coûts salariaux français, lié notamment à la mise en œuvre des 35 h, est certainement à l'origine de la moindre compétitivité de la France dans le monde.

Alors que la CR a lancé l'idée depuis plusieurs années, qu'après en avoir fait un des thèmes de son congrès d'Amiens le 24 décembre 2004 et diffusé une étude sur son site Internet, que quelques hommes politiques en ont vaguement parlé, on voit maintenant **notre challenger la FNSEA clamer en 2006 qu'elle appelle de ses vœux cette réforme sociale depuis plus de 10 ans.**

*Récupération d'une bonne idée, car peu de mois auparavant, elle affirmait son attachement au système actuel.*

Pourquoi tant de lenteur ?

Est ce que parce que ce projet compromettrait l'amortissement de capitaux délocalisés dans des pays à main d'œuvre sous-payée et plus docile,

Est ce que les politiques sont à ce point muselés par les grandes firmes qu'ils restent muets,

Est ce que cette réforme remettrait en cause de possibles financements occultes,

Est ce que de nombreux emplois administratifs de la gestion actuelle du système font un blocage discret mais efficace,

Il est regrettable qu'aucun syndicat de salariés ne soutienne ce projet pour lequel salariés et consommateurs ont tout à gagner.

**La CR, fidèle à sa vision prospective continuera à se battre pour que ce projet de société soit enfin compris et mis en place pour le plus grand bénéfice de la paix sociale et de l'économie française.**

Exemple de TVA sociale Produits consommés en France			
Situation actuelle		Nouvelle situation	
Coût du produit français		Coût du produit français	
Intrants	60	Intrants	60
Salaires Nets	82	Salaire Net	82
Charges salariales	18	Charges sociales résiduelles (1)	3
Charges patronales	45	Coût H TVA	145
Coût Hors taxe	205	TVA initiale 5,5%	8
TVA normale Arrondie (205 x 5,5%)	11	TVA sociale (arrondie 145 x 22,5%) (2)	33
<b>Coût TTC</b>	<b>216</b>	<b>Coût TTC</b>	<b>186</b>
Coût du produit étranger		Coût du produit étranger	
Hypothèse	120	Coût Hors TVA	120
TVA normale	7	TVA normale 5,5%	7
		TVA sociale arrondie (120 x 22,5%) *	27
<b>Coût TTC du produit étranger</b>	<b>127</b>	<b>Coût TTC du produit étranger</b>	<b>154</b>
<b>Total des cotisations sociales (18+45)</b>	<b>63</b>	<b>Cotisations sociales (3+33+27 = 63)</b>	<b>63</b>

(1) sur les 63 de charges sociales, on considère que 3 restent liés aux accidents du travail.

(2) le taux de 22,5% de TVA sociale est choisi par hypothèse . Ce taux doit permettre de remplacer au franc près les prélèvements actuels . \* Il s'applique aussi sur les produits importés.  
Le taux de TVA sociale s'ajoute aux taux de TVA actuelle ( 5,5% dans l'exemple).

*L'application de la TVA sociale permet un gain de compétitivité de 57 pour un produit français sur un produit d'importation. A l'Export le gain est de 60*

Exemple de TVA sociale Produits exportés			
Situation actuelle		Nouvelle situation	
Coût du produit français		Coût du produit français	
Intrants	60	Intrants	60
Salaires Nets	82	Salaire Net	82
Charges salariales	18	Charges sociales résiduelles *	3
Charges patronales	45	Coût H TVA	145
Coût Hors taxe	205	Exonéré de TVA	0
Exonéré de TVA	0	Exonéré de TVA sociale	0
<b>Coût Export</b>	<b>205</b>	<b>Coût Export</b>	<b>145</b>